

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CHERVIN

Les langues parlées en Autriche-Hongrie par les différentes nationalités d'après le dénombrement de la population de 1910

Journal de la société statistique de Paris, tome 56 (1915), p. 291-311

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1915__56__291_0

© Société de statistique de Paris, 1915, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

LES LANGUES PARLÉES

EN AUTRICHE-HONGRIE

PAR LES DIFFÉRENTES NATIONALITÉS

D'après le dénombrement de la population de 1910.

(Suite et fin [1])

CONCLUSIONS

Les événements actuels, qui agitent le monde depuis de longs mois, font prévoir un dénouement qu'il n'est pas téméraire ni déplacé d'envisager publiquement, sans jeter le trouble dans le camp des Alliés et de leurs amis. Que sera, notamment, l'Autriche de demain ?

L'Empire austro-hongrois sera, profondément, ébranlé par le cataclysme qu'il a provoqué ; on ne parle rien moins que de son démembrement. Mais, comment s'opérera la désagrégation des peuples divers qui constituent cet organisme politique chancelant ? Ce ne sont pas les hypothèses qui manquent.

Il m'a paru qu'il y a des lois naturelles qui président à la constitution et à la prospérité des empires, comme il y en a qui président à leur décomposition. Pour arriver à déterminer ces lois, il faut connaître comment ces empires sont constitués, comment ils fonctionnent et quels liens unissent les différentes parties.

Pour m'élever à ces notions, j'ai pris pour base le principe des nationalités, qui est seul capable de nous documenter sur la constitution anatomique et physiologique de cet Empire austro-hongrois si disparate sous tous les rapports. J'espère y être parvenu et j'espère, surtout, être arrivé à débrouiller ce chaos politique où les confusions et les imbroglios sont accumulés comme à plaisir.

* *

Qu'est-ce donc que le *principe des nationalités* ?

Les traités de Westphalie, en mettant fin à la guerre de Trente ans, constituèrent le premier de ces grands pactes internationaux qui ont défini la situation respective des États européens. En proclamant le principe de souveraineté territoriale, ces traités ont déterminé l'écroulement du système du Saint-Empire romain-germanique qui avait dominé tout le Moyen Age.

Depuis lors, nous voyons le droit à la vie nationale se manifester de toutes les façons, et l'idée de l'équilibre politique remplacer le règne de la force et l'isolement des nations. Cette idée domine l'histoire diplomatique jusqu'au mo-

(1) Voir *Journal de la Société de Statistique de Paris*, numéros d'avril 1915, p. 105, et mai, p. 151.

ment où, sous l'influence des principes libéraux de la Révolution française, l'organisme social, enfin défini sous le nom de Nation, vint modifier la notion de l'État.

Il n'y a donc pas beaucoup plus d'un siècle que la question du *principe des nationalités* est à l'ordre du jour. On désigne sous cette appellation le droit que des agglomérations humaines, plus ou moins importantes, mais unies par une communauté d'origine et de langage, de coutumes et de traditions, de relations historiques, d'aspirations politiques et sociales, ont de se grouper en vue d'échapper à un joug étranger et constituer une nation, une patrie, dans toute l'acception moderne et élevée de ces mots.

Quand notre pays se détacha de la royauté, par la faute des rois, ce fut pour s'élever, d'un coup, à l'idée de patrie et à celle d'humanité. C'est l'honneur de la Révolution française, en effet, d'avoir formulé, solennellement, pour la première fois, ce principe, et de lui avoir donné une forme libérale empruntée à la philosophie du dix-huitième siècle, et assez générale et humanitaire pour permettre à tous les peuples de l'adopter facilement. L'émancipation des citoyens, la conquête de l'indépendance et de l'unité, tout à la fois, avaient fait germer dans l'âme ardente des hommes de la Révolution, le désir de libérer les peuples opprimés et de faire renaître les nationalités disparues.

Mais, cette idée généreuse s'est retournée contre la France, lorsque Napoléon tenta de soumettre une partie des nations de l'Europe. Il se produisit, alors, une réaction puissante contre le conquérant; et, pour secouer sa domination, on fit appel au sentiment des nationalités pour soulever l'Europe contre le tyran. Il est vrai que plus tard, exilé sur son rocher de Sainte-Hélène, alors qu'il avait le loisir de philosopher, il disait : « Savez-vous ce que j'admire le plus dans ce monde? C'est l'impuissance de la force pour organiser quelque chose de durable. Il n'y a que deux puissances : le sabre et l'esprit. A la longue, le sabre est toujours battu par l'esprit. » Il est tout de même regrettable qu'il s'en soit aperçu si tardivement.

La France avait donc éprouvé, la première, les inconvénients d'avoir transgressé le principe des nationalités. Mais cela ne l'a pas empêchée d'en faire bénéficier les autres nations, chaque fois que l'occasion s'est présentée.

Ce fut, en effet, pour proclamer et soutenir la *nationalité grecque* que les Gouvernements français, anglais et russe signèrent, à Londres, le traité du 6 juillet 1827. C'est au nom du *principe des nationalités* que, le 20 octobre 1827, ils livrèrent la bataille de Navarin, chantée par Victor Hugo (1) et qui eut un si grand retentissement, car elle proclamait, à la face du monde, l'émancipation de la Grèce du joug des Turcs.

Peu après, la question de la nationalité polonaise fut mise à l'ordre du jour.

On sait que la Révolution de 1848 eut un contre-coup considérable dans le monde et particulièrement en Autriche. On vit la Hongrie se soulever au nom de son droit à être une nation autonome. C'est au nom du *principe des nationalités* qu'une députation tchèque, ayant à sa tête Palacky et Riéger, alla réclamer, à Vienne, la reconstitution du royaume de Saint-Venceslas; c'est

(1)

La Grèce est libre, et dans la tombe
Byron applaudit Navarin.....

au nom de ce même principe que la Bohême refusa d'envoyer des députés à la Diète de Francfort.

Plus tard, en 1859, ce fut au nom du *principe des nationalités* que la France apporta son concours à l'Italie pour chasser les Autrichiens.

L'année suivante, la Moldavie et la Valachie, au nom de cette même idée, se réunirent pour former un corps de nation sous le nom de Roumanie.

C'est vers la même époque que commencèrent à se propager, en Russie, les idées panslavistes et qu'on songea à réunir, en un seul peuple, tous les peuples appartenant au groupe slave.

Faut-il rappeler que la récente guerre des Balkans fut encore une manifestation du *principe des nationalités*? C'est aussi au nom du principe des nationalités que Tchèques, Polonais, Ruthènes, Roumains, Serbo-Croates et Trentins exigent aujourd'hui leur indépendance, qu'ils l'obtiendront et qu'après avoir été à la peine, ils seront enfin à l'honneur.

Il y a là de quoi parfaire l'unité et assurer le développement complet de différentes Nations déjà existantes. Il y a là, surtout, de quoi former quelques petites Nations actives et généreuses qui apporteront, à la grande famille humaine, une large contribution de solidarité dans les œuvres de progrès et de civilisation.

Mais, je viens de parler de petites nations..., alors que l'Allemagne et son peu brillant second l'Autriche-Hongrie, ont, comme chacun sait, un sentiment de complet mépris pour les petites nations dont le destin est, paraît-il, d'être *absorbés par des unités plus robustes*, et H. von Treitschke, historiographe de l'État prussien, les condamne à disparaître. Je pense, au contraire, avec le grand poète Alfieri, que la plante humaine est plus vigoureuse dans les petits États que dans les grands.

S'il est une petite nation que nous ne puissions nommer sans émotion, c'est bien notre sœur la Belgique. Écoutez ce qu'elle pense à ce sujet :

Le dimanche 20 décembre 1914, jour de la *fête du Drapeau belge*, le ministre de la Justice du roi Albert assistait au banquet donné, en son honneur, par la municipalité de Paris, et l'honorable M. Carton de Wiart s'exprimait en ces termes :

« Dans son pédantisme, l'Allemagne a décidé que les petits États ne sont que des institutions misérables et méprisables, désignés fatalement à être absorbés par les grands.

« Il y a quelques jours à peine, devant le roi de Norvège, Nansen s'indignait éloquentement contre cette théorie de proie, montrant ce que doivent en redouter, avec nous Belges, les Pays-Bas, la Suisse, le Danemark, d'autres États encore.

« C'est à cette théorie même que s'oppose la politique de la République Française, lorsqu'elle reconnaît, à toute nationalité qui s'est rendue digne de la vie par le rôle qu'elle remplit dans la civilisation du monde, un droit imprescriptible à vivre de sa vie propre.

« N'est-ce pas un des pères de la République, n'est-ce pas Thiers qui, proclamant déjà cette thèse, ajoutait justement que, dans la société des nations, les petits États représentent des voix toujours acquises au Droit, parce qu'elles sont toujours attentives à la faiblesse?

« Aussi, toute nation qui veut vivre et rester elle-même, sait désormais où abriter sa confiance et que si, d'un côté, c'est la force qui fait le Droit, de l'autre, c'est le Droit et l'union dans le Droit qui font la force. »

M. Carton de Wiart a eu raison de dire que les neutres et les petites nations peuvent avoir confiance dans la politique de notre pays. La France, qui a fait la Grèce indépendante, qui a préparé l'unité roumaine, qui a versé son sang pour la liberté de la Belgique, en 1832, qui a inscrit sur ses drapeaux les noms glorieux de Magenta et de Solferino, n'a pas voulu assister en spectateur passif à l'étranglement des Tchèques, des Serbes et de tous les peuples placés sous le joug de l'Autriche-Hongrie. Elle fera tout pour les libérer. Ce que la France, l'Angleterre et la Russie alliées ont fait en 1827, elles sont absolument décidées à le faire en 1915. Elles se sont alliées de nouveau pour émanciper toutes les nations opprimées par les peuples de proie qu'elles combattent et qu'elles combattront jusqu'au bout.

« Il faut que l'humanité se développe dans l'union des races diverses (1), dans l'épanouissement des aspirations nationales; il faut qu'il ne subsiste plus aucun peuple opprimé, aucune violence. » Cette union des races dans l'épanouissement des aspirations nationales, cette communauté des sentiments et des idées qui font la Patrie, quel lien à la fois plus subtile et plus solide que la langue parlée est capable de l'assurer? C'est ce fil conducteur que j'ai suivi, pas à pas, sans l'abandonner jamais, sans me laisser distraire par d'autres considérations quelque intéressantes qu'elles fussent. Il a été, pour moi, le guide qui ne trahit pas. Il m'a servi à m'orienter dans ce labyrinthe ethnique, dans cette mêlée de peuples vingt fois confondus par des invasions multiples, vingt fois réunis par des victoires chèrement payées et dont la chaîne a été brisée vingt fois par des défaites où tout était perdu fors l'honneur et l'espoir de se ressouder et de voir luire, enfin, le jour de la liberté définitivement reconquise.

« Qu'on n'en doute pas une minute, la défense de l'idiome ethnique est une tâche aussi patriotique que celle de la libération du territoire où dorment nos pères et qu'arrose encore le sang fumant de nos enfants. Le même drapeau les symbolise. Le verbe d'une race consacre les droits acquis de cette race à sa part de terre au soleil. Le lexique d'un peuple, c'est son palladium (2). »

Il est bien certain que la guerre actuelle aura pour résultat le remaniement définitif de la carte de toute l'Europe. Les vainqueurs s'appliqueront loyalement à résoudre toutes les questions si angoissantes des nationalités que la diplomatie n'osa jamais aborder franchement, dans la crainte de compromettre un équilibre que l'on savait mal assuré.

Et si la suprême habileté consistait, jadis, dans l'ajournement systématique des questions délicates, il n'en sera pas de même cette fois. La suprême habileté de ceux qui auront le redoutable honneur de refaire la carte de l'Europe sera, au contraire, d'aborder sans hésiter et de résoudre, sans atermoiements, tous les problèmes grands et petits qui se poseront devant eux.

Après avoir fait expier leurs crimes aux Germano-Magyars et les avoir

(1) Discours de M. Paul Appel, président de l'Institut de France, dans l'émouvante séance publique annuelle du 26 octobre 1914.

(2) Émile BERGERAT (*Figaro*, 21 avril 1915).

rendus inoffensifs pour longtemps, il faudra songer à libérer tous ceux qui, depuis des siècles, ont souffert l'oppression d'impitoyables tyrans.

Dans l'effroyable secousse ressentie dans la conflagration universelle allumée par la folie germanique, toutes les nationalités, les petites surtout, ont pris conscience d'elles-mêmes. Elles prétendent, avec juste raison, à l'honneur d'être maîtresses de leur existence politique, administrative et sociale. Elles n'ont pas eu à se louer des décisions d'aucune des conférences qui réorganisèrent l'Europe dans la première moitié du dix-neuvième siècle. La Belgique, par exemple, pour ne parler que de la plus meurtrie, dut s'effacer devant les convenances particulières d'autres puissances. Et c'est cette petite nation humiliée et mutilée par la Conférence de Vienne de 1815, par la Conférence de Londres et les traités de 1831 et de 1839, qui a donné au monde l'émouvant exemple d'un peuple demeurant fidèle jusqu'au total sacrifice de soi-même. J'en pourrais dire autant de la Serbie, de la Bohême et des autres petites nationalités opprimées par l'Autriche. Tous ces petits États méritent d'être mieux traités dans l'avenir. Au surplus, ils ne se contenteront plus de changer tout simplement de maître, comme un vil troupeau d'esclaves. Ils n'accepteront pas de servir d'appoint d'équilibre ou de compensation à telle ou telle combinaison diplomatique; ils n'accepteront point d'être séparés de leurs frères de race, d'être l'enjeu de rivalités d'intérêts, favorables aux compromissions et aux solutions moyennes. Il faudra, de toute nécessité, donner pleine et entière satisfaction à leurs aspirations politiques; ce sera, non seulement, un devoir étroit, mais encore et surtout la condition *sine qua non* de la paix du monde!

Il faut, notamment, en Autriche-Hongrie, que les nombreuses nationalités, jusqu'ici opprimées, puissent se grouper suivant les affinités que leur imposent leurs origines, leurs mœurs, leurs langages, leurs aspirations. Il faut que le principe des nationalités trouve, partout, son application large et complète, quoi qu'il en puisse coûter à l'amour-propre ou à l'ambition de certains. La chose sera d'ailleurs beaucoup plus facile à réaliser qu'on ne serait tenté de le croire au premier abord, si on veut bien s'attacher aux documents statistiques que j'ai mis en valeur avec la plus grande impartialité. Les hommes de bonne volonté y puiseront des arguments pour régler, en toute justice et équité, les intérêts légitimes en présence.

Si les hommes et les peuples n'obéissaient qu'à la froide raison, si, après avoir été tant de fois maîtres absolus de leur destin, ils n'avaient pas tant de fois anéanti ce qu'ils venaient de conquérir, on pourrait, on devrait dire que l'épreuve prendra fin le jour où les opérations militaires seront terminées et la victoire complète dans nos mains. Il n'en sera pas ainsi. Une période plus grave, plus solennelle, plus importante commencera, d'où dépendra notre tranquillité, notre bonheur et notre avenir. La paix que nous attendons sera ce que nos plénipotentiaires sauront la faire. Il ne faut pas que ce soit une trêve passagère. Il faut que ce soit une paix aussi durable que la prévoyance la plus affinée et l'expérience des hommes et des choses la plus consommée pourront la prévoir. Elle sera d'autant plus solide que les assises où ils la placeront seront plus inébranlables, que nulle fissure, si petite soit-elle, ne pourra s'y faire jour, que nulle supercherie, si diabolique soit-elle, ne pourra l'atteindre et l'ébranler.

« C'est, en effet, après la victoire, qu'il faudra vraiment vaincre (1); c'est à l'heure de la paix que commencera la véritable guerre. Si, à cette heure-là, nous ne profitons pas de tous nos avantages; si nous ne détruisons pas, à tout jamais, jusqu'en ses dernières racines, la puissance militaire d'un ennemi qui est l'ami secret des mauvaises volontés de la terre; si, dès à présent, par un pacte irrévocable, nous ne nous prémunissons point contre notre pitié, notre générosité, notre faiblesse, nos imprudences, nos discords et nos rivalités futures; si nous laissons, à la bête aux abois, une seule issue; si nous lui accordons, par négligence, un seul espoir, une seule occasion de remonter à la surface et de reprendre haleine, tout ce que nous avons fait et souffert : nos ruines, nos sacrifices, nos tortures sans nom comme nos morts sans nombre n'auront de rien servi et seront perdus sans retour. Tout ne sera pas à recommencer, car rien ne recommence et les hasards heureux ne passent pas deux fois; mais tout, sauf notre malheur et toutes ses conséquences, sera comme s'il n'avait jamais été. »

N'oublions pas que l'Allemand a frappé, en traits parfaitement nets, sa médaille pour l'Histoire. Sa ressemblance avec le Goth d'Alaric et le Mongol de Gengis-Khan, il l'a fixée par des profils indélébiles que n'effaceront ni quelques exceptionnels remords, ni surtout notre incoercible générosité. Louvain, Reims, Arras, Ypres, la *Lusitania*, les enfants massacrés et les femmes violées, l'asphyxie et le poison, les villes ouvertes bombardées, toute l'humanité mise en cause, voilà l'aboutissement de l'effort german répercuté par la docilité sans scrupules de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie entières. C'est le passé, le présent et l'avenir de l'humanité et toutes ses espérances que l'on a saccagés. C'est tous ces crimes que nos plénipotentiaires devront avoir devant les yeux.

Que faut-il donc prévoir, en ce qui concerne particulièrement l'Autriche-Hongrie, pour que nos sacrifices, de toute nature, ne soient pas inutiles et pour qu'ils ne se reproduisent pas.

Il faut dire et répéter, tout d'abord, que nous ne devons pas nous désintéresser, comme d'aucuns y paraissent enclins, ni des Allemands d'Autriche ni des Magyars de Hongrie et les faire bénéficier d'une sorte de mépris de second ordre, sous prétexte qu'il ne s'agit point de nos voisins immédiats. Il ne faudra pas oublier, une seule minute, non seulement qu'ils sont les alliés et les serviteurs des Allemands du Nord (2), ce qui est déjà plus que suffisant pour être

(1) *L'Heure du Destin*, par Maurice MAETERLINCK (*Figaro*, 7 mai 1915).

(2) Durant une conférence faite en faveur de la Croix-Rouge, à Budapest, à la fin de janvier 1915, le comte Tisza, président du Conseil, a prononcé un discours de haute portée par lequel il a affirmé la parfaite solidarité de la politique hongroise avec l'alliance allemande :

« Cette guerre est le triomphe de la solidarité humaine qui, non seulement unit les hommes d'une même nation et de même race, mais qui étend son influence au delà des frontières ethnographiques, politiques et nationales.

« C'est un spectacle vraiment émouvant de voir le drapeau aux trois couleurs hongroises fraterniser avec le drapeau noir et jaune autrichien au-dessus des maisons de Budapest et de Vienne. C'est la preuve que la guerre a amené une communion plus intime entre les âmes hongroises et les âmes autrichiennes. Maintenant, nous sentons tous que nous devons nous tenir étroitement liés; maintenant, quiconque est vraiment patriote autrichien doit voir quelle grande force la Hongrie représente dans la monarchie tout entière. »

Il a terminé en disant :

« Nous assistons avec une joie sans mélange, avec un enthousiasme exempt de sentiments mesquins, aux glorieux exploits de nos alliés les Allemands. Si jamais deux peuples alliés purent avoir confiance l'un dans l'autre, c'est vraiment notre cas. »

inflexibles et inexorables à leur égard, mais encore qu'ils ont pris une large part aux horreurs et aux brigandages criminels subis par nous sur notre propre sol; que la Belgique les reconnaît pour ses bourreaux et que nos amis et alliés latins et slaves sont impatients de secouer complètement et définitivement leur joug tyrannique.

De quoi demain sera-t-il donc fait?

Je n'ai pas la prétention de devancer les travaux du Congrès futur de la Paix, œuvre exclusive des puissances alliées. Ce sera une tâche laborieuse en ce qui concerne l'Allemagne, qu'il faudra couper et recouper en petits morceaux, bien séparés, si on ne veut pas s'exposer à les voir se ressouder, d'ici peu, de proche en proche, par simple cooptation. Mais, pour l'Autriche-Hongrie, ne constitue pas une nation, qui n'a pas d'unité ni géographique, ni anthropologique, la chose ne présentera pas de grandes difficultés. D'une part, la langue allemande et la langue magyare sont en minorité dans toutes les nationalités qui aspirent à organiser leur vie nationale propre. D'autre part, il y a des groupements, attendus depuis longtemps, qui se feront tout naturellement, sans aucun heurt. Ils s'organiseront du jour au lendemain; car ils contiennent, en eux, tous les éléments d'une vie politique et sociale active et bien réglée. Il suffira donc de prendre la langue parlée comme criterium de cette évolution ethnique. C'est ce que j'ai fait, déjà, au cours de mon *Mémoire* et c'est ce que je vais faire, le plus brièvement possible, en forme de résumé et de conclusion.



Trente et Trieste! Tel est le cri de ralliement des Italiens depuis longtemps. Non seulement le Trentin doit leur être donné, mais encore tout le Tirol italien jusqu'au Brenner. L'Italie aura, ainsi, recouvré des frontières naturelles sérieuses et légitimes. Je me hâte de dire qu'elle a également des droits incontestables à reculer sa frontière frioulane jusqu'à l'Isonzo, Monfalcone et Gradisca. En ce qui concerne Trieste, j'ai montré que la question est beaucoup plus compliquée et beaucoup plus délicate.

Les longues négociations entamées par l'intermédiaire du prince de Bülow nous ont fait connaître que l'Italie ne borne pas ses ambitions à la possession du Tirol italien et à la rectification de ses frontières frioulanes. En effet, pour satisfaire au désir exprimé par le baron Burian, M. Sonnino a présenté, le 8 avril 1915, des propositions à l'Autriche, et voici le texte officiel des principaux articles contenus dans la pièce LXIV du *Livre Vert* (mai 1915) :

ART. 1. — L'Autriche-Hongrie cède à l'Italie le Trentin avec les frontières qu'avait le royaume d'Italie, en 1811, après le traité de Paris (28 février 1810).

ART. 2. — On procédera à la rectification, en faveur de l'Italie, de la frontière orientale en comprenant, dans les territoires cédés, les villes de Gradisca et de Goritz. La nouvelle frontière part de la frontière actuelle à Troghofel, tourne à l'Orient jusqu'à l'Osternig, descend les Alpes Carniques jusqu'à Saïfniz. Puis (par les contreforts entre Seisera et Schliza), elle monte au Wirschberg, suit à nouveau la frontière actuelle jusqu'à la Selle de Nevea, descend les pentes du Rombone jusqu'à l'Isonzo, en passant à l'Orient de Plezzo. Elle suit la ligne de l'Isonzo jusqu'à Tolmino, puis abandonne l'Isonzo pour suivre une ligne plus orientale, laquelle, en passant à l'est

du plateau Prégona-Planina et en suivant le sillon du Chiappovano, descend à l'est de Goritz et, par le Carso de Comen, aboutit à la mer entre Monfalcone et Trieste, à proximité de Nabresina.

ART. 3. — La Ville de Trieste et son territoire, qui sera prolongé, au nord, jusqu'à comprendre Nabresina et à toucher à la nouvelle frontière italienne (Voir art. 2) et, au sud, jusqu'à comprendre les districts judiciaires de Capo d'Istria et de Pirano seront érigés en État autonome et indépendant au point de vue international, militaire, législatif, financier et administratif. L'Autriche-Hongrie renoncera à toute suzeraineté. Trieste devra rester port franc. Aucune milice italienne ou autrichienne ne pourra y pénétrer. Il prendra sa part de charges envers la Dette publique actuelle de l'Autriche-Hongrie, proportionnellement à sa population.

ART. 4. — L'Autriche-Hongrie cède à l'Italie le groupe des îles Curzolari, avec Lissa (et les îlots de San Andrea et Busi), Lesina (avec Spalmadori et Torcola), Curzola, Lagosta (avec les îlots et les écueils tout proches), Cazza, Meleda et Pelagosa.

Par l'article 2, M. Sonnino a demandé la plus grande partie de la province de Gorizia : Plezzo, Tolmino, Comen jusqu'à Nabresina, sur le bord de l'Adriatique. Or, j'ai prouvé (p. 188) que dans toute cette région, le slovène est parlé par plus de 90 % de la population. J'ai sous les yeux une carte ethnique et linguistique publiée, il y a quelques mois seulement, par le célèbre Institut géographique de Agostini, qui confirme, d'une manière absolue, que cette région est habitée uniquement par des Slovènes (1).

Par l'article 3, le Gouvernement italien a trouvé une heureuse formule qu'on ne saurait trop recommander (V. page 191).

Assurément, la langue italienne est en majorité à Trieste. Mais l'étude des dénombremens successifs de la population indique que cette majorité va constamment en diminuant, puisque de 77 % en 1900, elle est tombée à 62 % en 1910. La langue italienne n'est maîtresse qu'à Trieste même, où elle est représentée par 120.000 habitants; elle ne dépasse pas la limite des quartiers de la ville. La langue de l'hinterland est le slovène, langue slave, parlée par 1.200.000 bouches.

Il est incontestable que, pour l'extension du port, pour le développement même de l'influence italienne et la prospérité de sa colonie, mieux vaut en faire une ville libre, comme Hambourg. Elle est appelée à devenir son émule, à devenir l'intermédiaire et l'entrepôt naturel de l'Europe centrale, si..., si les luttes de race ne viennent pas la déchirer et paralyser son essor.

Mais l'article 4 soulève bien des objections. En effet, M. Sonnino demandait également : les îles de Curzolari, Lissa, Cazza, Lagosta, Lesina, Curzola, Meleda et Pelagosa. La possession des îles, qui appartiennent, sans contestation possible, à la langue croate, — parlée par 96 % des habitants (Voir p. 204) — aurait pour conséquence de placer deux lignes de sentinelles à la porte des Dalmates, — de Spljet (Spalato) à Doubrovnik (Raguse) — et de leur interdire de sortir de chez eux sans l'autorisation de l'Italie. En effet, si on jette un coup d'œil sur une carte de la côte dalmate, que voit-on? Une première ligne de sentinelles très rapprochées de la côte, constituée par les îles Lesina, Curzola et

(1) La regione Veneta e le Alpi nostre, dalle fonti dell' Adige al Quarnaro. Carta Etnico-Linguistica 1/500.000°. Istituto geografico de Agostini; Novara y Roma, 1915.

Meleda, qui bloquent complètement les bouches de la Narenta et la presqu'île de Sabioncello (Peljechats, en croate). Curzola (Horçula en croate), par exemple, n'est séparée de Peljechats que par un étroit canal de 2 kilomètres; Meleda (Mljet en croate) menacerait Doubrovnik au sud; Lesina (Hvar en croate) menacerait directement l'île de Brazza (Bratch en croate) au nord, et par suite Spljet par la ferme'ure des étroites *Porte di Spalato* situées entre Solta à l'ouest et Bratch à l'est. La deuxième ligne de sentinelles est constituée, plus au large, par Lissa (Vis en croate), Cazza, Lagosta et enfin, plus au large encore, Pelagosa îlot situé presque à mi-chemin de la rive italienne (60 kilomètres) et de l'île de Lagosta, achève de barrer complètement la route de l'Adriatique. Cette série de factionnaires échelonnés en long et en large de Valona à Trieste, qui seraient un jour armés jusqu'aux dents, ne peuvent que paraître absolument intolérables aux Serbo-Croates.

L'Italie, dit-on, a besoin de l'Adriatique pour respirer; les Slovènes et les Serbo-Croates en ont également besoin. Et, le meilleur moyen pour que chacun respire à son aise, c'est que personne ne ferme les fenêtres de son voisin.

Au fond, que veut l'Italie? Elle ne se cache pas qu'elle ambitionne de remplacer l'hégémonie militaire autrichienne par la sienne. Mais cela ne fait pas l'affaire des nationalités slaves qui désirent la liberté pour les autres et aussi pour eux. Elles se refusent, absolument, à supporter — pas plus en Istrie qu'en Dalmatie et ailleurs — aucune hégémonie, quelle qu'elle soit.

Les territoires habités ne se transmettent pas comme des fermes ou des troupeaux. On ne brise pas l'âme des peuples en piétinant leur fierté et leur liberté.

Il faut que l'Adriatique soit le bien commun de tous ses riverains. La paix définitive est à ce prix.

Souhaitons de ne pas voir se reproduire les compétitions de la deuxième guerre balkanique! Souhaitons que les deux rives de l'Adriatique ne soient pas ensanglantées; qu'elles vivent en paix et qu'elles rivalisent seulement d'activité maritime, commerciale et intellectuelle par une généreuse application dans le développement des œuvres de progrès et de civilisation. Il n'y a qu'un moyen pour réaliser ce programme de bonheur et de richesse, c'est que chacun sache se contenter de ce qui lui revient *légitimement*, au nom du principe des nationalités et de la statistique de la langue parlée.



Un État tchèque indépendant sera facilement constitué par la Bohême actuelle, la Moravie, la Slovaquie, les provinces silésiennes d'Opava, de Pribor et de Fridek où la langue tchèque est parlée par la majorité des habitants. Il y aurait lieu, également, de lui restituer les Slaves de la Haute et de la Basse-Lusace qui ont fait partie de la couronne de Bohême jusqu'en 1635, où le traité de Prague les céda à la Saxe. Dans la Haute-Lusace, notamment, c'est-à-dire aux environs de Bautzen, là où les Wendes, rapprochés de leurs frères Tchèques, s'appuient à des hauteurs qui les empêchent d'être tournés par les Allemands, ils ont bien maintenu leurs frontières depuis trois siècles. Lorsque la Haute-

Lusace aura fait retour à l'État tchèque, la Basse-Lusace fera facilement reculer l'inondation germanique qui a envahi toute la plaine.

L'État tchèque comprendra 8 ou 9 millions d'habitants unis par une même langue et des aspirations identiques. Cet État d'une culture littéraire, artistique et scientifique très avancée, qui n'a rien de commun avec la Kulture barbare, au K majuscule, s'avançant au pas de l'oie, bien raide et bien rectiligne, est hérissé de quatre pointes, pareil à un cheval de frise. Les Tchèques possèdent une pépinière d'hommes politiques avertis, un esprit patriotique très vif, une situation économique et financière excellente. Ils marcheront, en peu de temps, à l'avant-garde de la civilisation et du progrès.



Il va sans dire que, pour la Galicie, les choses iront également toutes seules. La partie polonaise fera retour au futur royaume de Pologne dont le grand-duc Nicolas, avec le consentement du Tsar, a solennellement annoncé la reconstitution, sous son autorité. C'est un pays de haute et vieille culture. A côté des monuments de son ancienne civilisation, il possède des institutions modernes organisées selon le type le plus perfectionné. Tels, ses établissements d'instruction publique et de prévoyance sociale. Il sera donc un puissant foyer de civilisation dans cette région.

La partie ruthène sera naturellement annexée à la Russie, dont elle dépend au point de vue ethnique, y compris les comitats hongrois de Bereg, de Ung, de Maramures où le ruthène domine. Dans les documents romains, la Russie est appelée *Ruthenia*; d'où le nom de Ruthènes donné par les latins à ces représentants de la famille russe.

Quant à la Bukovine, la question ne fait pas de doute non plus; les régions du Nord sont ruthènes, celles du Sud sont roumaines.

En ce qui concerne la Transylvanie, proprement dite, la question me paraît tranchée, depuis longtemps, en faveur des Roumains. J'ai également montré que la géographie et l'anthropologie sont d'accord pour attribuer à la Roumanie toute la région située sur la rive gauche de la Tisza. Mais, il n'est pas douteux que le sud-ouest du Banat doit revenir à la Serbie (Voir p. 200)



Je n'ai plus qu'à envisager la question des 6.500.000 Yougo-Slaves; elle est des plus simples. Tout d'abord, la Bosnie et l'Herzégovine iront, partie à la Serbie, partie au Monténégro. Sur ce point, les avis sont absolument unanimes. Reste donc le pays slovène, avec l'Istrie, la Dalmatie et la Croatie-Slavonie. Tout cela paraît devoir constituer la Grande Serbie; elle compterait ainsi une dizaine de millions d'habitants. Les Yougo-Slaves d'Autriche-Hongrie se complaisent à la pensée qu'ils verront, enfin, se réaliser leur reconstitution ethnique par leur réunion dans la monarchie serbe.

Cette union sera d'autant plus féconde et solide, que la Serbie agira en libératrice et non en conquérante. Le meilleur moyen de souder ensemble les Yougo-

Slaves pour qu'ils fassent un bloc indivisible, sera de procéder par fédération. La centralisation ne donnerait peut-être pas, pour le moment, un bon résultat. Il me semble qu'il serait d'une prudente politique de laisser, à chacun des groupements ethniques existant à l'heure actuelle, toute sa liberté, conformément à ses aspirations locales, politiques et sociales et à son passé historique. Il serait sage également de tenir grand compte de la mentalité de chacun de ces groupes qui diffèrent sensiblement sous ce rapport. Depuis des siècles, les uns se sont inspirés de la civilisation orientale ou de la civilisation russe, les autres des civilisations allemande ou italienne. Fondre et amalgamer ces différentes aspirations intellectuelles pour en faire une civilisation propre à la race serbo-croate-slovène, c'est là un problème particulièrement délicat, qui demandera du temps, de la patience et un tact très affiné. Il m'apparaît que la meilleure solution serait une décentralisation large et généreuse qui, sans rompre l'unité nationale, laisserait à chaque groupe, pendant une génération environ, le centre administratif auquel il est attaché par des habitudes ancestrales. Les Dalmates, par exemple, continueraient à avoir pour centre Doubrovnik, les Croates Zagreb, les Slovènes Ljubljana, les Serbes de Slavonie et du Srem, Carlowitz, et ceux de la Batchka et du Banat, Novi-Sad.

La question des cultes aurait pu constituer une difficulté, notamment entre les catholiques romains (Slovènes et Croates) et les grecs orthodoxes (Serbes). Mais les confessions religieuses sont tellement nombreuses, la tolérance naturelle des populations est si grande en cette matière, que la diversité des cultes ne formera pas, probablement, le moindre obstacle à l'union de tous les Slaves du Sud sous le drapeau glorieux de la Serbie.

Les caractères ethniques fondamentaux se retrouvent identiques, soit à l'ouest chez les Slovènes de la Carniole et de la Carinthie, et chez les Dalmates, soit au centre chez les Croates et les Bosniaques, soit enfin à l'est chez les Serbes. En Dalmatie et en Istrie, les côtes sont italianisées sur quelques points très isolés; mais le sang slave domine et la même langue-mère est parlée partout, sauf d'insignifiantes variantes. Les Istriotes et les Dalmates sont, peut-être, aujourd'hui, ceux des Slaves du Sud qui ont le plus conscience des destinées de leur race et de la nécessité de leur union étroite et indissoluble avec la Serbie.

Pour ceux qui connaissent la solidité et la légitimité de ces sentiments, il semblerait donc que les Serbes n'auraient pas lieu de se préoccuper. Mais la Serbie n'a pas perdu le souvenir des Conférences de Londres, en 1913, où ses nécessités maritimes les plus impérieuses furent sacrifiées à l'accord européen. La nouvelle des visées italiennes sur l'Istrie et la côte dalmate, l'occupation de Valona et d'autres démonstrations bruyantes à Rome et ailleurs, comme celle de la création d'une ligue *pro Dalmazia italiana* (9 mai 1915), ont énervé l'opinion publique serbe.

Ces inquiétudes se sont manifestées, d'une part, par l'envoi de nombreuses délégations de notabilités des principaux centres serbes, croates, dalmates et slovènes qui, à différentes reprises, ont porté à Pétrograd, Paris et Londres les doléances de l'opinion publique de leurs régions respectives. Ces délégations ont déclaré, à l'unanimité, qu'elles se refusaient énergiquement à supporter la mainmise par l'Italie sur des territoires foncièrement slaves.

Ces inquiétudes se sont traduites, d'autre part, par une interpellation à la Skoupchtina, de Nich, à la fin d'avril 1915, à laquelle M. Pachitch a répondu aussi clairement que la situation le comportait. Il a déclaré, tout d'abord, qu'il ne croyait pas que l'Italie voulût abandonner le principe du respect des nationalités auquel elle doit son unité et qu'il avait confiance qu'elle s'efforcerait de régler la défense de ses intérêts dans l'Adriatique, de façon qu'il n'en résultât aucun conflit entre les intérêts serbes, croates et slovènes et les intérêts italiens. Pour toutes ces raisons, M. Pachitch a dit qu'il était persuadé que les hommes d'État italiens ne visaient pas à obtenir telle ou telle ville, telle ou telle île de plus ou de moins, car ils savaient d'avance que la force de l'Italie dans l'Adriatique résidera principalement dans les relations amicales du peuple serbo-croate-slovène avec le peuple italien. Cette concorde assurera une longue paix non seulement entre les deux États, mais encore à toute l'Europe et consolidera les résultats que cette grande guerre a pour but d'obtenir.

On ne saurait trop applaudir aux nobles paroles et aux généreuses conceptions du président du Conseil de la monarchie serbe.

Peut-être, après tout, ne faut-il pas s'alarmer, outre mesure, de la note remise par M. Sonnino, le 8 avril, au baron Burian? Depuis cette époque, la situation a changé, du tout au tout. L'Italie, en effet, avait essayé de traiter avec l'Autriche dans l'hypothèse où celle-ci ne subissait aucun dommage. que sa puissance territoriale et militaire était intacte, qu'elle restait, en un mot, maîtresse absolue de la situation, notamment dans l'Adriatique. Dans ces conditions, l'Italie cherchait, dans des tractations amiables, à contrebalancer l'hégémonie autrichienne par des prises de possession devant lui permettre d'avoir, vis-à-vis d'elle, une situation tolérable; et l'Autriche s'arrogeait le droit d'accorder ou de refuser, à son gré. Mais, il ne s'agit plus de cela.

L'Italie, en dénonçant, le 4 mai 1915, son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie, a passé dans le camp des Alliés. Elle poursuit maintenant comme nous et avec nous, le démembrement de l'Autriche-Hongrie et notamment sa disparition complète de l'Adriatique. Ni Trieste, ni Fiume, ni Pola, ni Cattaro, ni aucune base maritime quelconque ne doit plus appartenir aux Austro-Hongrois; leur flotte de guerre devra complètement disparaître. L'hégémonie autrichienne étant détruite, l'Italie n'aura donc rien à redouter d'elle. Par conséquent, elle n'a pas besoin de se créer des bases navales et de prendre des sécurités au détriment des Yougo-Slaves qui, étant nos alliés, et nos amis, sont devenus ceux de l'Italie elle-même.

L'Italie, en entreprenant cette grande guerre de libération et d'intégration, sait bien qu'elle ne trouvera plus l'Autriche devant elle, pour lui barrer la route. Mais elle trouvera, à ses côtés, les Yougo-Slaves libres comme elle; comme elle, maîtres de leurs destinées. L'Italie a connu, pendant de trop longues années, le poids du joug autrichien, pour ne pas se réjouir, avec les Slaves du Sud, de leur délivrance, et les aider fraternellement à s'épanouir dans leurs frontières naturelles.

L'Italie sera donc incontestablement maîtresse de l'Adriatique par le seul ascendant de sa puissance morale, appuyée sur une suprématie matérielle incontestable et qui sera incontestée par les populations slaves vouées à l'agriculture.

Une telle politique assurerait à jamais la gloire et la puissance italiennes; il me plaît de penser que ce sera l'objectif de notre sœur latine (1).

* * *

L'émancipation de tous les Slaves, sous la protection morale de la Russie, semble avoir soulevé, chez quelques politiques pessimistes, la crainte d'un *péril slave* qui succéderait au péril german. Je suis heureux d'avoir des arguments puisés à bonne source pour y répondre d'une manière péremptoire.

Il Secolo, de Milan, a publié, dans son numéro du 3 avril 1915, l'interview que son correspondant de Petrograd est allé demander à M. Paul Milioukov, président de la première Douma d'Empire. L'éminent homme d'État russe y parle des questions que j'étudie en ce moment et voici un extrait de ce qu'il a déclaré : « Je crois fermement à la fin de la Turquie et au démembrement de l'Autriche. Quel sera notre programme pour l'Autriche ? L'application du principe de Mazzini : des nationalités indépendantes et libres, arbitres de leurs destinées. Que ce principe constitue un péril pour l'Autriche, c'est plus que naturel ; mais je ne vois pas où et comment il peut constituer un péril pour les autres. La Serbie aux Serbes, la Croatie aux Croates, la Bohême aux Tchèques, la Hongrie aux Hongrois, les régions italiennes à l'Italie, les régions roumaines à la Roumanie. Est-ce là le *péril slave* ? On craint l'impérialisme de la Russie : eh bien, je vous affirme que la grande majorité des Russes considère le *péril slave* comme un grand péril avant tout pour la Russie. Ni impérialisme pacifique, ni impérialisme agressif ; tel est notre programme.

« Ceux qui s'épouvantent du *péril slave* ignorent avec quelle intensité les idées démocratiques, qui se déploieront après la guerre, fermentent dans notre pays.

« Les Slavophiles les plus raisonnables, et parmi eux le prince Eugène Troubetzkoï, sont contraires au panslavisme tel qu'il est compris par ceux qui craignent le péril slave. *L'indépendance même des Slaves d'Autriche est un acte contre le panslavisme.* L'indépendance individualisera et fortifiera le libre organisme des États slaves. Il ne faut pas non plus oublier la différence religieuse entre les Slaves de Russie et les Slaves compris dans le territoire autrichien. Bohême et Croatie constitueront deux grands blocs catholiques. Certainement Tchèques et Croates se sentiront slaves ; mais, en même temps, ils seront les gardiens jaloux de leur indépendance. »

Je crois inutile de rien ajouter à ce qu'a dit, avec tant de sincérité et de compétence, l'un des représentants slaves les plus qualifiés.

* * *

(1) Depuis la rédaction de ces lignes, M. Salandra, président du Conseil des ministres, a prononcé un important discours au Capitole, le 2 juin 1915. Il s'est exprimé ainsi :

« Je déclare que nous ne voulons l'assujettissement, ni le protectorat de personne. Le rêve d'hégémonie universelle est brisé. Le monde est insurgé. La paix, la civilisation, l'humanité future doivent se fonder sur le respect complet des *autonomies nationales.* »

Ces paroles, d'une si noble élévation de pensée, ont été couvertes d'applaudissements. Elles ont dépassé l'enceinte solennelle du Capitole et je suis certain qu'elles ont été entendues et applaudies par tous les Serbo-Croates.

En résumé, le nord et le sud de la Monarchie austro-hongroise sont habités par les Slaves au nombre de 22.340.000, environ, qui seront émancipés comme je viens de le montrer. Ils se divisent, d'après leur situation géographique, en deux grands tronçons et, d'après leur langue, en six groupes principaux. Ce sont :

I. — LES SLAVES DU NORD : 17.363.378

Savoir :

A. — <i>Ruthènes</i> , en Galicie Orientale et dans les régions limitrophes			
	de la Hongrie	3.991.441	} 8.959.425
B. — <i>Polonais</i> , en Silésie et en Galicie Occidentale		4.967.784	
C. — <i>Tchèques</i> {	Bohémiens et Moraves	6.435.983	} 8.403.953
	Slovaques, de Hongrie	1.967.970	

II. — LES SLAVES DU SUD : 4.975.907

Savoir :

A. — <i>Slovènes</i>		1.252.940	} 4.975.907
B. — <i>Croates et Serbes</i>		3.722.967	
			22.339.285

* * *

Je viens de montrer comment s'opérera, tout naturellement, la dissociation de cet Empire austro-hongrois si composite. Que restera-t-il des deux éléments qui étaient à sa base? Le compte est facile à faire :

1° L'AUTRICHE

Après le démembrement, l'Autriche se composera uniquement de ses éléments allemands, soit un total de 6 millions environ se répartissant de la manière suivante :

Basse-Autriche	3.130.536
Haute-Autriche	840.604
Salzbourg	208.009
Styrie	983.252
Carinthie	304.287
Tirol allemand	525.115
Vorarlberg	126.743
	6.118.546

A ces 6 millions d'Allemands se joindront, évidemment, une foule d'individus appartenant à différents idiomes que Vienne et les autres grandes villes ne manqueront pas d'attirer. L'Autriche contiendra donc environ 6.500.000 habitants.

Mais, d'un autre côté, il y aura lieu de libérer le lac de Constance des nombreuses nationalités allemandes qui se sont emparées de ses rives. On sait en effet, qu'au point de vue politique, les bords du lac de Constance se partagent, d'une part entre la Suisse (cantons de Saint-Gall et de Thurgovie), d'autre part entre le grand-duché de Bade, le Wurtemberg, la Bavière et l'Autriche par le Vorarlberg et le port de Bregenz. Pendant la durée de la guerre actuelle,

de nombreuses protestations se sont élevées des ports suisses et notamment de Romanshorn, contre les incursions fréquentes des bateaux allemands, qui ne se gênaient pas pour entrer dans les eaux suisses et, qui plus est, pour arrêter des embarcations portant le drapeau suisse. Le département politique fédéral s'est occupé de la question à différentes reprises.

Ces faits démontrent une fois de plus les inconvénients qui résultent de l'absence d'entente internationale sur la question de la souveraineté des eaux du lac de Constance.

Au point de vue de la pêche, les eaux du lac sont internationales comme condominium des États riverains. Au point de vue des exercices de tir de la garnison de Friedrichshafen, on a admis en Allemagne le système du partage territorial des eaux, avec lequel la façon d'agir des bateaux-patrouilles allemands est en contradiction.

Il sera donc urgent de rendre à la Suisse toutes les côtes de ce lac et de placer les frontières allemandes à une cinquantaine de kilomètres des bords du lac, afin d'en assurer la parfaite neutralité. Peut-être sera-t-il nécessaire d'offrir le Vorarlberg tout entier à la Suisse.

2° LA HONGRIE

Les Magyars, si fiers et si jaloux de leur nationalité, ont infligé un injurieux démenti à leur passé et une humiliante contradiction aux principes dont ils se sont, jadis, réclamés pour conquérir une indépendance qui leur a coûté, pourtant, si cher. C'est, pour le philosophe désintéressé, comme un parjure infâme, que prétendre fonder une nation grande, puissante, vivante enfin, sur les cadavres des nationalités non magyares, slaves et latines, pleines de sève jusqu'à l'exubérance. Coloman Tisza, qui occupa la charge de premier ministre de Hongrie, de 1875 à 1890, ne parut pas se préoccuper beaucoup de ce que les non-Magyars s'étaient ralliés, en 1867, à la Hongrie sous l'influence de Deak et d'Eotos. Oublieux de ses propres engagements vis-à-vis d'eux, il n'hésita pas à inaugurer une politique de magyarisation poussée jusqu'à la cruauté, que ses successeurs ont, à leur tour, adoptée et notamment son fils le comte Étienne Tisza, actuellement premier ministre, et M. Burian lui-même qui a été, jadis, un *Ban de Croatie* à la main lourde et cruelle.

Les Magyars ont donc renoncé à s'assimiler ces peuples par l'attraction naturelle d'une civilisation et d'une richesse économique non sans éclat. Dans leur empressement à vouloir se hausser au niveau des grands États, ils n'ont pas craint d'user de violence, croyant ainsi arriver plus vite au but que leur faisait entrevoir leur orgueil. Et ils n'ont pas hésité à martyriser et à essayer de tuer des nationalités pleines de vie et d'avenir, lorsqu'elles paraissaient trop lentes à se courber sous leur joug.

Mais les temps ne sont plus où les masses humaines inconscientes se laissent conduire résignées et dociles sous la férule d'un despote étranger. Des gouttes de sang ont fait déborder le vase et toutes les nations opprimées se redressent, pleines de vaillance et d'espoir, pour réclamer leur indépendance.

La Hongrie comprendra donc, seulement, les régions situées sur la rive

droite du Danube et la plaine de l'Asföld, comprise entre le Danube et la Tisza, soit :

Rive droite du Danube	3.138.156
Entre Danube et Tisza	3.769.658
	6.907.814
Moins le territoire de la <i>Marche Slave</i> indiquée ci-dessous, soit	1.000.000
Reste.	5.900.000

La Hongrie aurait donc une importance analogue à celle de l'Autriche, au point de vue de son chiffre de population. Les Hongrois seront réduits à la portion congrue, mais, comme l'a dit M. Louis Léger, ils le méritent bien ; car leur vie n'a été qu'une longue suite d'iniquités envers les Slaves. Aussi n'ai-je pas été peu étonné de lire dans la revue *Scientia* (1) un article de M. Julius Andrássy dans lequel cet ancien ministre hongrois n'hésite pas à se faire le défenseur des petites nationalités. « Les petites nations — dit-il — ne sont pas moins nécessaires que les autres. Et, le trésor suprême de l'humanité se trouve dans la liberté, dans le développement multiple et l'équilibre des différentes forces nationales indépendantes. Nous ne sommes, nous-mêmes, qu'une minorité encastée entre de puissants blocs nationaux. Aussi, si jamais une nation a existé qui, entre toutes, ressente la nécessité de l'équilibre politique, qui sache que c'est un crime, que c'est un meurtre, que de vouloir écraser des individualités historiques et nationales possédant une force vitale indépendante, dans l'intérêt d'une grande nation plus puissante, *c'est bien certainement la nation hongroise.* » On n'a qu'à demander aux Serbo-Croates ce qu'ils pensent des affirmations de M. Julius Andrássy !

3° CRÉATION D'UNE MARCHÉ SLAVE CONSTITUANT UNE RÉGION-TAMPON

Étant donnée l'ambition magyare, il n'est pas douteux qu'elle arriverait rapidement à diriger, à absorber l'Autriche. Il serait donc désirable, au point de vue de la paix européenne, que les deux complices fussent séparés et la chose ne paraît pas impossible. Il suffirait de reconstituer l'ancienne province romaine de Pannonie supérieure qui correspond, à peu près, aux comitats hongrois de Moson, Sopron, Vas et Zala (2). Les pays tchèques pourraient ainsi

(1) « La guerre mondiale et la liberté du monde » (*Rivista di Scienza*. Milan, numéro du 1^{er} mai 1915, p. 273).

(2) Ce quadrilatère compte environ 1 million d'habitants dont une moitié, à peu près, se compose de gens parlant la langue magyare, mais j'ignore s'ils sont Magyars de race ou si ce sont des magyarisés plus ou moins authentiques. L'autre moitié se compose de population de langue allemande, croate, etc...

Dans le *comitat de Moson*, il y a trois arrondissements. La langue magyare n'est en majorité que dans celui de MAGYAROVÁRI, elle est en minorité dans ceux de NEZSIDÉRI et de RAJKAI.

Dans le *comitat de Sopron*, il y a neuf arrondissements. La langue magyare n'est en majorité que dans les trois arrondissements de CSEPREGI, CSORNAI et KAPUVÁRI. Elle est en mi-

communiquer directement avec les Slovènes et les autres pays slaves. Cette Pannonie contiendrait Szombathely, ancienne Savaria, capitale de la province romaine. Cette région-tampon constituerait un territoire en forme de quadrilatère, sorte de couloir, de corridor, de 80 à 100 kilomètres de large sur 200 kilomètres de long, où les Croates sont en nombre (150.000 environ).

Le couloir serait borné : *à l'ouest*, par la Leitha et la frontière autrichienne actuelle, jusqu'au point où elle rencontre les districts slovènes de la Styrie, c'est-à-dire jusqu'à la ville de Radkersburg (Radgona), située sur la rive gauche de la Mur; *au sud*, il suivrait la rive gauche de la Mur jusqu'à son confluent avec la Drave, non loin de Mura-Keresztur; *à l'est*, partant de ce confluent, il longerait la limite orientale du comitat de Zala jusqu'à l'angle inférieur occidental du lac Balaton (lequel resterait tout entier à la Hongrie), puis suivrait la rive droite de la Zala jusqu'à son coude, gagnerait la rive gauche de la Marczal et de la Raab jusqu'à son embouchure dans le Petit Danube. Enfin, *au nord*, il s'appuierait au Danube, de Raab (Győr) à Pozsony (Pressburg). Le croquis, ci-contre, indique, approximativement, la situation de ce *couloir de communication*.

Ce corridor servirait à la fois, comme je viens de le dire, 1^o à isoler et à séparer les Autrichiens des Hongrois, 2^o à faire communiquer tous les Slaves du Sud avec tous ceux du Nord. Mais son utilité n'apparaît pas seulement au point de vue politique, mais surtout au point de vue économique. Rien ne serait plus facile, en effet, que de construire un chemin de fer sur les 200 kilomètres de ce couloir pour transporter, sans passer ni par Vienne ni par Budapest, toutes les marchandises des pays slaves à destination de l'Adriatique. Petrograd et Varsovie, Praha et Brno (Brünn), Léopol et Cracovie reliés par Pozsony, Zagreb (Agram) et Ljubjana (Laibach) par un trajet direct sur Trieste, Rieka (Fiume) ou ailleurs, c'est là, à mon avis, un projet qui présente un intérêt considérable. M. Sazonow a déclaré souvent, dans des interviews accordés à des journaux italiens, que l'Adriatique ne présentait, pour la Russie, aucun intérêt ni moral,

norité dans les neuf autres : FELSÖPULYAI, KISMARTONI, NAGYMARTONI, SOPRONI, et les villes de KISMARTON et de RUSZT.

Dans le *comitat de Vas*, il y a douze arrondissements. La langue magyare est en majorité dans les sept arrondissements suivants : CZELLDÖMÖLKI, KÖRMENDI, SARVARI, SZOMBATHELYI, VASVARI, et les villes de KÖSZEG et de SZOMBATHELY. Elle est en minorité dans les cinq autres : FELSŐÖRI, KOSZEGI, MURASZOMBATI, NÉMETUJVARI, SZENTGOTTHARDI.

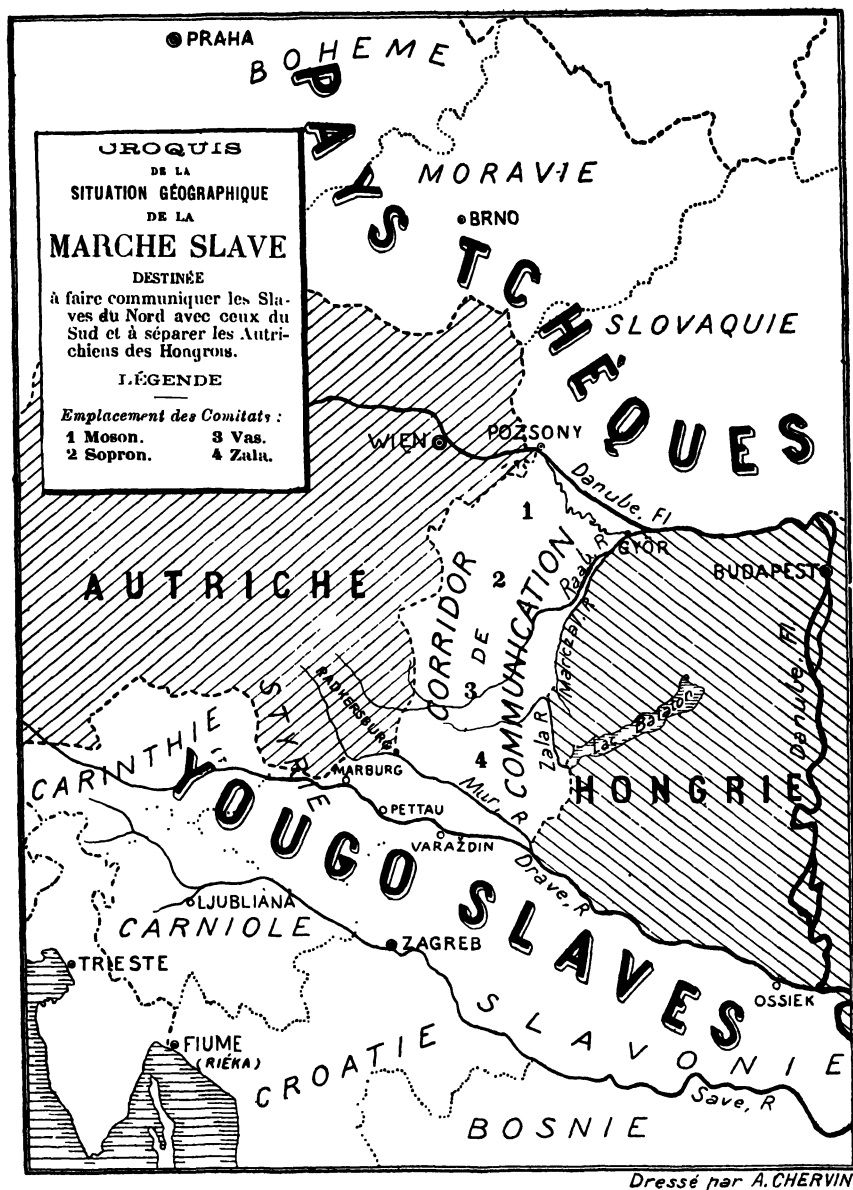
Le *comitat de Zala* compte normalement quinze arrondissements. De ce nombre, huit, situés sur la rive gauche de la Zala, sont en dehors des limites indiquées plus haut; ce sont les arrondissements de : ALSOLENDVAI, BALATONFÜREDI, KESZTHELYI, NOVAI, PACSAI, SÜMEGI, TAPOLCZAI, ZALASZENTGROTI. Ces arrondissements ne figurent pas, par conséquent, dans la région du corridor.

Sur les sept arrondissements restant, il en est deux — situés entre la Mur et la Drava — CSAKTORNYAI, PERLAKI, qui sont absolument croates (83.000 habitants).

Les cinq derniers : LÉTENYEI, NAGYKANIZSAI, ZALAEGERSZEGI, et les villes de NAGYKANIZSA et de ZALAEGERSZEG, sont en majorité de langue magyare.

En terminant, je fais remarquer qu'au point de vue administratif et politique, les comitats de Moson et de Sopron pourraient être rattachés à la Slovaquie, ceux de Vas et de Zala à la Croatie. On sait combien l'émigration slovaque et croate est importante. Au lieu de la laisser se perdre en Amérique, il ne serait pas difficile et il serait particulièrement intéressant de la diriger sur ce couloir; en peu d'années, sa population deviendrait en grande majorité slave.

ni politique, ni commercial. Aussi, M. Sazonow se désintéressait-il du sort des Slaves riverains de la côte dalmate. M. Sazonow paraissait les abandonner, en se contentant de dire à l'Italie d'être « bonne et généreuse pour ses voisins slaves (1) ». Il me semble qu'il n'en serait plus de même si elle pouvait atteindre



directement l'Adriatique et aborder plus facilement et plus rapidement l'Europe occidentale, par des voies ferrées où pourraient s'établir des tarifs avantageux. Enfin, je ne crois pas me faire illusion en disant que la mise à exécution de ce projet aurait une répercussion sur l'orientation générale du commerce de l'Europe centrale. Le Danube a été, de tous temps, la grande artère

(1) Nouvelles déclarations de M. Sazonow au *Messagero* de Rome (*Le Temps*, 31 mai 1915).

commerciale de l'ouest vers l'est; à un commerce latéral, on substituerait un commerce dans le sens longitudinal, du nord au sud.

Qu'on réfléchisse à l'importance que l'Autriche et l'Allemagne accordaient à la route de Salonique pour faire arriver les produits allemands jusqu'à la mer Égée. On comprendra mieux encore la portée que pourrait avoir ce couloir traversé par un chemin de fer qui n'aurait pas à compter avec la douane autrichienne ou hongroise et qui ne risquerait pas d'être fermé à l'exportation ni au transit d'aucune marchandise slave.

Donc, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique, la création de ce couloir, de cette *marche slave* dont je n'ai fait qu'esquisser à grands traits la constitution, me paraît d'une utilité primordiale.

* * *

Telles sont les libérations qui s'effectueraient, sans difficulté, lorsque les alliés auront fait tomber les armes des mains de la coalition germano-magyare.

J'ai parlé, en toute franchise et en toute tranquillité d'esprit, du démembrement certain de l'Autriche-Hongrie, bien qu'il m'en coûtât, tout d'abord, de procéder à sa dissection et de séparer, un à un, tous les corps étrangers dont se composait cette personnalité politique. Mais, à la réflexion, j'ai pensé qu'il n'y avait pas lieu de me montrer plus réservé vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie que l'Allemagne ne l'avait été vis-à-vis de son alliée.

On sait que lors de la dernière rencontre du Kaiser et de l'héritier d'Autriche en son château de Konopischt (12 juin 1914), les dernières dispositions furent prises pour assurer la marche triomphale du bloc austro-germanique sur tous les fronts. Guillaume donna, à son allié, son consentement pour l'attaque de la Serbie et pour s'ouvrir, par la force, la route de Salonique. Mais, il demanda des compensations et en obtint une toute spéciale pour Trieste. Une indiscretion de l'officieuse *Tägliche Rundschau* nous a fait savoir que « *à Konopischt, la question de Trieste avait trouvé une heureuse solution* ».

François-Joseph et l'archiduc héritier avaient donc été suggestionnés par leur terrible allié; ils avaient été obligés de consentir à « l'heureuse solution trouvée à Konopischt » par Guillaume-Gargantua. De sorte que le triomphe des armées austro-allemandes, s'il avait valu à l'Autriche la possession de Salonique, lui aurait certainement coûté la perte de Trieste. L'Allemagne aurait satisfait son rêve de domination d'Hambourg à Trieste par Munich, pour, de là, atteindre l'Orient. Notre fabuliste Lafontaine avait prévu que tout cela finirait mal : Adieu, veaux, vaches, cochons, couvées !

On sait, enfin, que l'agitation pangermaniste, encouragée, soutenue par le Kaiser, a déclaré publiquement, il y a plus de vingt ans, qu'il fallait rattacher tout ce qu'on pourrait de l'Autriche-Hongrie à l'Empire allemand. Et la fameuse *Union Pangermaniste* (*Alldentscher Verband*) sous la présidence du Dr Hasse, député de Leipzig au Reichstag, a publié, dans d'innombrables brochures répandues à foison, quels seraient les meilleurs procédés pour réaliser l'annexion du brillant second, dont on a fait le guillotiné par persuasion.

Je ne citerai que deux de ces invraisemblables brochures, à cause de la saveur toute particulière qui s'en dégage.

1^o Une brochure, intitulée : *Le Démembrement de l'Autriche et sa reconstitution* (1) (1899), partait de ce principe que l'Autriche entière — sauf le Trentin, la Bukovine et la Galicie — *étant nécessaire à l'Allemagne*, il était légitime de s'en emparer. Mais, comme ce territoire aurait l'inconvénient de contenir 8 ou 9 millions de Slaves, il s'agissait de le morceler et de se le partager. La Prusse prenait la Silésie et la Moravie, la Saxe prenait la Bohême proprement dite, enfin la Bavière s'annexait la région de l'Inn, Salzbourg, le Vorarlberg et le Tirol. Quant à l'Autriche, on voulait bien lui laisser la haute et la basse Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole, soit environ 5 millions d'habitants.

J'ajoute que le littoral (Küstenland) avec la partie sud de la Dalmatie, Raguse, les bouches du Cattaro, Trieste et Pola, constitueraient, comme l'Alsace-Lorraine, un pays d'Empire administré par un gouverneur militaire allemand. Ce territoire servirait de base à la puissance de l'Allemagne dans l'Adriatique et dans la Méditerranée.

Voilà comment l'Allemagne avait annoncé à l'Autriche, dès 1899, par des brochures encouragées par le Kaiser, à quelle sauce elle se proposait de la manger. On n'est pas plus gracieux avec ses amis !

2^o Une brochure, antérieure, parue en 1895 sous le titre : *La Grande Allemagne et l'Europe Centrale en 1950* (2), expliquait très clairement que deux groupes territoriaux seraient constitués en Europe Centrale. L'un politique, ou Confédération germanique, comprendra l'Empire allemand actuel, le Luxembourg, la Hollande, la Belgique, la Suisse Allemande et l'Autriche-Hongrie. L'autre sera un immense Zollverein. Outre la Confédération germanique, il embrassera les principautés baltiques, le royaume de Pologne, le pays ruthène, la Roumanie et la Serbie agrandie (Voir p. 42 de la brochure), soit 150 millions de consommateurs. La conclusion de l'auteur mérite d'être citée ; la voici dans son impudeur inconsciente : Sans doute des Allemands ne peupleront pas seuls le nouvel Empire allemand ainsi constitué. Mais « seuls ils gouverneront, seuls ils exerceront les droits politiques, serviront dans la marine et dans l'armée, seuls ils pourront acquérir la terre. Les Allemands auront alors — *comme au Moyen Age* — le sentiment d'être un peuple de Maîtres. Toutefois, ils condescendront à ce que les travaux inférieurs soient exécutés par les étrangers soumis à leur domination » (Ceux qui seraient tentés de croire qu'il est impossible qu'on puisse avoir écrit des choses semblables peuvent se reporter à la p. 48 de la brochure).

On voit que, lorsque nous croyons adresser une injure aux Allemands en disant qu'ils veulent faire reculer l'Europe jusqu'au Moyen Age, nous nous trompons absolument, puisque c'est l'idéal auquel ils aspirent !

Si on réfléchit que toute cette littérature est l'œuvre d'une puissante Association basée sur le rapprochement de deux classes sociales, hostiles au début, et dont les intérêts semblaient divergents : celle de l'aristocratie terrienne

(1) *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*. München, 1899.

(2) *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr 1950*. Berlin, 1895. Avec une carte qu'on trouvera reproduite dans le livre de M. CHÉRADAME auquel j'emprunte ces renseignements : *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du vingtième siècle*. Paris, chez Plon-Nourrit, 1901.

et celle de l'oligarchie commerciale et industrielle; que, malgré toutes les concessions faites aux agrariens, cette Association, due à l'initiative privée, est parvenue à constituer la caste dominante non seulement en Allemagne mais encore en Autriche-Hongrie.

Si on considère que cette caste menée par les puissances d'argent a, en fin de compte, par son activité et son audace, imposé sa manière de voir et imprimé la direction, de son choix, à la politique impériale en flattant la folie des grandeurs mondiales de Guillaume et de son peuple.

Si on songe que l'Autriche-Hongrie est entrée dans cette combinaison, avec un bandeau sur les yeux, sans réfléchir qu'elle pourrait en faire tous les frais, si le plan allemand n'obtenait pas la victoire. Si l'on songe à tout cela, alors on peut sans scrupule envisager le démembrement rationnel, équitable et anthropologique d'une puissance basée sur le vol à main armée en vue de profits commerciaux. L'industrie de la guerre dans laquelle les empires du centre ont été élevés est sur le point de faire faillite. Tous les préparatifs avaient été soigneusement copiés dans les archives criminelles des Deux-Mondes. La justice immanente a déchiré, comme de simples chiffons de papier, les plans si laborieusement élaborés depuis un siècle, au moins. Ce n'est pas la première fois que les impondérables détruisent les combinaisons qui paraissent les mieux établies. Ce n'est pas à nous qu'il appartient de nous en plaindre.

Frédéric II disait, avec son cynisme habituel : « Je commence par prendre : je trouverai, ensuite, des pédants pour démontrer mon bon droit. » En prononçant ces paroles infâmes, le célèbre roi de Prusse montrait qu'il connaissait la mentalité de son peuple et de sa race.

Mais ce n'est pas dans de telles conditions que travaillent les savants français. J'ai, pour ma part, la prétention et l'orgueil de répéter avec Montaigne : Ce que j'ai écrit est une œuvre de bonne foi.

D^r CHERVIN.